

## HARO SUR LES TECHNOCRATES ET L'ÉTAT

*François Rocher*

---

Gilbert Renaud, *À l'ombre du rationalisme — La société québécoise, de sa dépendance à sa quotidienneté*, Montréal, Albert St-Martin, 1984, 278 pages.

---

La démarche à laquelle nous convie Renaud est intéressante à plus d'un titre. D'une part, elle nous propose une relecture du processus de structuration de l'État québécois en cours depuis la Révolution tranquille à travers les grilles de la sociologie du contrôle de Robert Castel<sup>1</sup> et de la sociologie de l'action d'Alain Touraine<sup>2</sup>. Cette relecture jette un nouveau regard sur le problème de la gestion technocratique de la vie sociale telle qu'elle s'est constituée au Québec depuis vingt cinq ans. En cela, l'accent porte davantage sur les mécanismes et les significations sociales de cette gestion et non sur la pérennité de la "question nationale" qui a monopolisé et alimenté la réflexion sociologique portant sur le Québec. D'autre part, Renaud nous livre sa critique, encore en gestation, sur les limites de la sociologie québécoise en ce qu'elle contribue, même dans ses élans critiques, à la construction de l'État et à la consolidation du pouvoir. S'alimentant à grandes goulées des travaux de Maffesoli<sup>3</sup>, Renaud tente de saisir l'insaisissable en défiant la pensée rationaliste qui teinte de façon indélébile la civilisation occidentale. Sa réflexion réinterroge le rapport entre individus, entre la société et l'État, à partir d'un point de vue qui se veut ancré dans les passions humaines et la richesse du "vouloir-vivre" qui transcende toutes les tentatives de domination, de con-

## QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

trainte et d'oppression qui sont la marque de l'État moderne.

Les deux pôles de la réflexion de Renaud ne se veulent pas contradictoires. Au contraire, la "rationalité" qui se dégage de la première partie trouve sa contrepartie dans la volontaire "irrationalité" de la seconde dans la mesure où cette dernière pose les limites d'un discours théorique englobant, par définition totalitaire. Cette entreprise singulière, bien que riche en intuition, n'est certes pas elle-même exempte de contradictions. Ces contradictions se manifestent plus explicitement lorsque Renaud nous propose ses propres alternatives, son "projet" à la fois de réappropriation de l'historicité à partir des mouvements sociaux et de redéfinition des voies que devraient emprunter la recherche sociologique.

Notre exposé va suivre à la trace les arguments et la logique qui sont développés dans *À l'ombre du rationalisme*. Cette entreprise, sûrement trop didactique pour certains, nous apparaît néanmoins indispensable pour saisir, dans leur complexité, les propos de Renaud mais aussi pour situer ces derniers dans la littérature ayant abordé les mêmes questions et formuler nos inévitables critiques.

### **De la prédominance de la question sociale**

L'intention de départ de Renaud était de "montrer (...) que les politiques de gestion des populations (c'est-à-dire les politiques sociales) s'articulent à la structuration d'un État technocratique qui étend sa domination sur l'ensemble de la vie sociale" (pp. 169-170) et qu'à cette dynamique s'oppose de nouveaux mouvements sociaux. Cette approche s'est toutefois confrontée avec les problèmes de la dépendance et de la question nationale: "Faut-il privilégier la problématique de la dépendance ou convient-il plutôt de montrer que les nouveaux mouvements sociaux y occupent désormais une position centrale qui relègue à l'arrière-plan la question nationale? Selon la priorité établie, le centre de gravité se déplace: ou bien, c'est le mouvement national qui constitue le point nodal autour duquel gravitent les différents acteurs sociaux, ou bien, le conflit majeur qui s'y profile se moule sur celui des sociétés avancées" (p. 13). Bien que Renaud reconnaisse le phénomène de la dépendance et ses conséquences sur le développement économique, il souligne que cette réalité n'embrasse pas tous les traits de la société québécoise puisque cette dernière est aussi partie prenante de la société post-industrielle et de la modernité.

La production sociologique québécoise se divise donc entre ceux qui prétendent que le développement de l'État québécois correspond aux intérêts du capital étranger et/ou autochtone et ceux qui associent ce processus à la modernisation, conséquence de la montée d'une nouvelle élite urbaine prenant d'assaut l'État au détriment des élites traditionnelles. Cette polarisation de la démarche sociologique apparaît aux yeux de Renaud comme situant in-

## RECENSIONS

correctement le développement économique et social du Québec car ce dernier "constitue bel et bien une société dépendante et il est également entraîné vers la société programmée" (p. 17). S'inspirant largement des travaux de Touraine, il soutient que ces deux problématiques ne relèvent pas du même champ d'analyse puisque le phénomène de la dépendance fait appel à la question de la direction de l'économie (l'État développementiste) alors que le phénomène de la modernité (l'État technocratique) réfère aux rapports de domination qui caractérisent une formation sociale. Ces rapports transcendent la traditionnelle dichotomie capital-travail pour se situer au niveau d'un nouveau conflit fondamental qui oppose les appareils technocratiques de gestion et les classes populaires.

L'État occupe une place centrale au sein de ce double processus tout comme l'émergence de nouveaux mouvements sociaux qui contestent l'appropriation technocratique de l'action sociale. Ainsi, la problématique "nationalitaire" qui a inspiré les travaux sociologiques sur le Québec est secondarisée pour "laisser place au problème de la gestion technocratique de la vie sociale: la question sociale prend le dessus sur la question nationale" (p. 21). Cette perspective analytique veut mettre l'accent sur la *dynamique interne des rapports sociaux* et non plus uniquement sur le seul phénomène de la dépendance perçue comme une inféodation de la direction économique à une bourgeoisie étrangère. L'ouvrage de Renaud entend donc illustrer ce nouveau conflit à travers l'analyse de la période allant de la Révolution tranquille au règne péquiste.

### **Révolution tranquille et construction du capitalisme périphérique**

La période de la Révolution tranquille et le courant nationaliste qui y est associé s'articulent autour de l'enjeu de l'appropriation de l'accumulation produite sur le territoire québécois. À cause de la dépendance du Québec, la bourgeoisie autochtone est faible permettant ainsi, d'une part, aux classes moyennes d'exercer une influence considérable et, d'autre part, à l'État de se constituer comme le gestionnaire du rapport avec le capital étranger lui conférant de la sorte un rôle dominant dans les transformations historiques. La Révolution tranquille correspond à la prise en charge par l'État, selon un mode volontariste, du développement de la collectivité. Cette dynamique est le résultat d'une double pression: la première venant des classes moyennes dont la promotion est bloquée par la classe dominante anglo-canadienne et, la seconde, de la crise économique qui marque la fin des années 1950 et qui fait prendre conscience des limites et des problèmes inhérents à la dépendance. À travers la Révolution tranquille, l'État contribue à la formation d'une nouvelle classe dirigeante composée des couches supérieures de l'État. En somme, cette période est marquée par deux tendances complémentaires: "il s'agit, d'une part, de susciter la création d'un secteur économique public qui

## QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

permette à la société québécoise d'exercer une certaine emprise sur son développement et, d'autre part, de moderniser l'organisation sociale, ce qui signifie une restructuration des secteurs contrôlés par la classe dominante et une ouverture de débouchés pour les classes moyennes" (p. 31). Ainsi s'expliquerait, pour Renaud, le développement du secteur public québécois.

La mise en place d'un capitalisme périphérique, par opposition au capitalisme dépendant, rencontre toutefois le problème de la forme fédérative de l'État. En ce sens, le projet de souveraineté politique du Québec est contradictoire avec les intérêts du capital étranger s'appuyant essentiellement sur le palier central de l'État. Ce problème se transposera au sein de l'élite dirigeante où les deux modèles de développement s'affronteront: le Parti libéral, au cours des années 1970, cherchera davantage à gérer la relation dépendante, dans le cadre d'un État technocratique, alors que le Parti québécois, dès 1976, poursuivra sa tentative de "concordance entre les forces politiques de développement et le rôle de l'État comme agent central de développement" (p. 42), permettant de consolider le capital autochtone et de contrôler le capital étranger. Cependant, en dépit de l'adéquation entre les intérêts de la bourgeoisie québécoise et l'État, Renaud reprend l'argumentation d'Arnaud Sales<sup>4</sup> selon laquelle le rôle prédominant de l'État découle de la faiblesse de la bourgeoisie autochtone.

L'analyse que fait Renaud du "mode de développement" de la société québécoise, bien que reprenant *in extenso* les catégories tourainiennes tout en les faisant correspondre quasi de force à la réalité québécoise, ne constitue pas à proprement parler une contribution originale à l'analyse du Québec contemporain. L'hypothèse du rapport entre les classes sociales et l'État proposée par Renaud se situe dans le sillage des travaux des Simard<sup>5</sup>, Lesemann<sup>6</sup>, Mc Roberts et Postgate<sup>7</sup> pour qui la croissance de l'État correspond à la montée des classes moyennes et de la technocratie. De plus, cette approche s'inspire largement de l'école de la modernisation politique qui confère à la question nationale une place somme toute déterminante. Reprenant à son compte les discours politiques dominants sur la place du Québec au sein de la Confédération et sur le rôle de l'État dans la société québécoise, Renaud leur attribue un pouvoir explicatif de l'évolution de la société depuis 1960.

Parce que Renaud rejette la correspondance entre la classe dominante (bourgeoisie) et l'État dans la perspective d'une analyse des mécanismes de l'accumulation du capital au Québec, il en vient à s'opposer à toutes les approches qui ont privilégié une interprétation de la transformation du rôle de l'État en fonction de l'évolution des rapports sociaux et économiques dans et autour de la sphère de la production. Ainsi, il ne retient pas comme élément explicatif l'entrée du Québec au stade monopoliste de l'accumulation capitaliste, sinon pour indiquer que cette thèse est trop rivée à la situation des

## RECENSIONS

pays dominants alors que le Québec est d'abord une société dépendante. Chez Renaud, tout fonctionne comme si la Révolution tranquille n'était que le fruit d'une "prise de conscience" de la capacité d'intervention de l'État et des avantages que pourraient en retirer les classes moyennes, dans une perspective on ne peut plus volontariste. Quelques considérations comparatives auraient permis à Renaud de resituer ce processus dans un environnement beaucoup plus vaste lui permettant ainsi de constater que la croissance de l'État provincial trouve des équivalences dans d'autres espaces régionaux au Canada.

Par ailleurs, le parti-pris moderniste de l'analyse de Renaud limite la compréhension de la dynamique sociale, réduisant cette dernière aux initiatives pouvant être prises par l'État. La mobilisation sociale est le fait de l'État qui cherche, à travers la concertation-consultation, à consolider son pouvoir et à s'affirmer comme agent central de développement. En somme, tout concourt au développement des intérêts des classes moyennes et de la technocratie qui sont perçues, en bout de piste, comme les véritables classes dominantes au Québec. Le nationalisme québécois ne correspondrait qu'à une stratégie particulière de développement associée à ces classes en obnubilant les effets différenciés de l'oppression nationale sur toutes les classes sociales.

### **Gestion technocratique de la vie sociale**

Si l'évolution du Québec oscille entre l'approfondissement de la dépendance et la constitution d'un capitalisme périphérique, ces deux pôles de développement subsument la mise en place d'un nouveau type de société dans lequel les rapports de domination se transforment. La société programmée correspond à un nouveau modèle culturel "qui n'a plus rien à voir avec celui du monde industriel: tout se conçoit désormais en termes de gestion, de planification, d'organisation, de système et de programmation" (pp. 58-59), de sorte que toute la vie sociale est l'objet de gestion et de domination. Les comportements et les conduites sont orientés pour assurer la bonne marche des appareils productifs et de l'organisation sociale. La science contribue à la mise en place de cette réalité. Elle pénètre le champ de l'accumulation et constitue un outil indispensable dans le projet du développement national autocentré. La science devient un enjeu social puisqu'elle accentue la domination technocratique tant en ce qui concerne les stratégies de développement économique que celles du développement social. L'instauration d'une société programmée touche d'emblée toutes les activités... rien n'y échappe.

La Révolution tranquille s'avère donc le moment où l'État commence à développer largement son appareillage scientifique (notamment à travers les sciences sociales) pour accroître son emprise sur la vie des citoyens, suscitant, du coup, l'émergence de nouveaux rapports sociaux. Cette réalité est con-

## QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

duite par les fractions supérieures des classes moyennes qui "aspirent à se constituer en classe dirigeante et l'intervention de l'État au fur et à mesure qu'elle va se renforcer et s'achever va contribuer en retour à la constitution de cette nouvelle classe dirigeante" (p. 64). La technocratie représente le lieu où se déploie la lutte des classes moyennes en vue de mettre en place leur "nouveau savoir", délogeant de ce fait la classe dominante de la direction des organismes chargés de gérer la pauvreté et réduisant le pouvoir des professionnels qui ne contrôlent plus la finalité de leurs interventions, tout en étant soumis à la logique technocratique qui exige d'eux d'être fonctionnels et efficaces par rapport aux objectifs de l'organisation. Les couches populaires sont investies de la rationalité scientifique par les animateurs sociaux qui cherchent à imposer le modèle culturel de la nouvelle élite dirigeante. La technocratie intègre l'animation sociale dans le but d'obtenir l'adhésion de l'ensemble à la gestion de ses services et de la poursuite de ses objectifs. L'animation des classes populaires participe donc à ce mouvement de domination.

Pour Renaud, le sur-développement de la régulation des instances sociales s'explique essentiellement par le peu d'emprise de la société québécoise sur son développement économique. La rationalisation technocratique, administrée par des professionnels développant de nouvelles stratégies d'intervention auprès des clientèles cibles, vise à accroître le contrôle sur des populations à risque. Ainsi, selon Renaud, "une nouvelle ère s'amorce: (...) il importe de planifier, c'est-à-dire d'accumuler des informations et de les traiter pour élaborer des programmes qui accroissent toujours le rendement" (p. 84). Les services sociaux et sanitaires passent du champ de l'activité improductive à celui de l'activité productive puisqu'ils contribuent à accroître l'efficacité de la production. Mais l'intention des technocrates est aussi d'organiser, de systématiser "le fonctionnement social et assurer du même coup une capacité supérieure de la société québécoise à se produire elle-même" (p. 103). C'est en ces termes que Renaud relie à nouveau le projet technocratique et la question nationale puisque la construction du capitalisme périphérique accentue le passage à la société programmée dans le sens des intérêts de la nouvelle classe dirigeante-dominante.

Chez Renaud, tout concourt à la mise en place de la société programmée. Les technocrates, en dépit des résistances qui par ailleurs s'atténuent graduellement, "orchestrent savamment leur domination sur tout le travail que la société québécoise exerce sur elle-même: pas un domaine n'échappe à leur bienveillante attention planificatrice qui fait appel à la manipulation de l'éducateur-animateur chargé d'orienter les "citoyens" vers la participation que l'on attend d'eux" (p. 117). En somme, la domination technocratique dispose de tous les instruments de sorte que "la programmation s'accroît, les problèmes sociaux sont instrumentalisés et la capacité supérieure d'in-

## RECENSIONS

tervenir se travestit en une application mécanique de techniques qui participent d'une efficacité quantifiée" (p. 131). Dans la perspective de Renaud, la croissance de l'État interventionniste s'explique fondamentalement par le double processus de consolidation du capitalisme périphérique et d'une technocratie qui gère en fonction de sa domination.

L'argumentation de Renaud repose sur la reformulation d'une problématique sociologique déjà développée dans la littérature portant sur la gestion étatique du social, notamment celle de J.J. Simard. Toutefois, contrairement à Renaud, Simard n'établit pas une adéquation simple entre la technocratie et l'exercice du pouvoir: les technocrates ne sont "que les idéologues et les exécutants du pouvoir réel"<sup>8</sup>. Le pouvoir reste donc foncièrement marqué par le mode de production dans lequel il évolue. Ainsi, pour Simard, "si la culture politique est techno-bureaucratique, le pouvoir lui, n'a pas besoin de l'être"<sup>9</sup>. L'action de l'État, même si elle est marquée par le mode technocratique, renvoie aux déterminants de la croissance et de la productivité au sein du capitalisme avancé. De la même manière, Lesemann en étudiant le modèle technocratique de gestion des rapports sociaux et la rationalisation qu'il met en place reconnaît que l'émergence de l'intervention de l'État dans les secteurs socio-sanitaires est tributaire du passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste. En ce sens, les transformations étatiques, même si elles ne se limitent pas à la simple reproduction des rapports de production, sont liées aux mutations de la structure économique. L'ouvrage de Godbout<sup>10</sup>, publié peu de temps avant celui de Renaud, partage les observations de Lesemann et Simard et soutient que malgré les expériences de planification et de participation conduites par les instances technobureaucratiques, le pouvoir politique n'a nullement été transféré aux technocrates.

Le principal problème de l'analyse de Renaud provient du fait qu'il attribue à la seule technocratie le monopole de la dynamique qui a conduit au développement de l'État interventionniste. La gestion du social et de l'économique devient donc un "en soi": le projet d'une couche qui se constitue en classe sociale aspirant à la domination. Renaud passe sous silence le fait que la gestion technocratique de la vie sociale, bien que réelle et fort bien implantée, se situe dans le sillage de la transformation des rapports de production et des exigences du développement économique, comme le soulignent pertinemment M. Pelletier et Y. Vaillancourt<sup>11</sup>. Ainsi, la prise en charge par l'État de pans entiers de la vie sociale procède du développement du capitalisme et des bouleversements qu'il produit tant au niveau de la reproduction sociale que du mode de socialisation. La croissance de l'État, bien que gérée en partie en fonction des intérêts d'une nouvelle couche sociale, se veut une réponse capitaliste à une déstabilisation des réseaux traditionnels d'intégration. La pénétration étatique du social est l'occasion de

## QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

la consolidation du pouvoir de la technocratie mais ne saurait s'expliquer par la simple volonté de cette dernière de s'approprier le monopole du contrôle et de la domination. Les nouvelles formes de contrôle social — qui se traduisent par un traitement fonctionnel et systématique des problèmes, la spécialisation des interventions, la définition de populations cibles, la normalisation des conduites, la rationalisation bureaucratique — doivent être analysées comme étant le reflet d'une modification en profondeur des rapports entre les sphères privée et publique. L'État interventionniste est aussi confronté aux exigences des masses populaires, même si ces demandes participent, en bout de piste, à l'hégémonie de l'État sur toute la collectivité. En ce sens, l'État impose des contraintes non seulement à la classe ouvrière, mais aussi au capital. Renaud oublie donc de considérer la gestion étatique comme un *compromis* entre tous les intervenants sociaux (y compris les sommets de l'État) toujours à renouveler, pouvant se modifier selon les conjonctures. Finalement, mentionnons que l'émergence d'un nouveau type d'État contribue à redéfinir le mode de production, de distribution et de gestion des services sociaux et humains non seulement en instaurant des systèmes d'assurance et de sécurité sociale, mais aussi en recherchant la contractualisation accrue des rapports de travail, dimension largement sous-estimée par les travaux de Renaud.

L'intention de Renaud était de montrer qu'il existe une confusion au sein de la sociologie québécoise ne lui permettant pas de saisir la profondeur de la domination technocratique. Pour Renaud, il existe une distinction entre la dynamique qui a conduit au projet de capitalisme périphérique tel que développé au cours de la Révolution tranquille et sous la gouverne du P.Q. et celle qui est sous-jacente à la constitution d'un État technocratique. Ces deux réalités s'interpénètrent et se complètent mais relèvent de deux mouvances singulières. Or, s'il est juste d'affirmer que le mode de développement de la société québécoise a reposé sur des alliances de classes qui ont favorisé l'émergence d'un nouvel acteur social, le clivage opéré par Renaud entre ces deux sphères d'activité l'a conduit à évacuer le rapport étroit qui existe entre le développement du capitalisme et la constitution d'une nouvelle forme d'intervention étatique. Le nouveau conflit fondamental identifié par Renaud — société contre État — nous amène à considérer l'État comme une entité totalement indépendante, à l'abri des contradictions qui relèvent du champ de la société civile et du mode de production capitaliste. La résolution de la confusion soupçonnée en a produit une seconde qui laisse un nombre plus important de problèmes en plan.

**L'envers du rationalisme: interrogations sur le discours sociologique**

La seconde partie de l'ouvrage s'articule autour des trois axes qui se veulent "l'envers de la rationalité progressiste, le jeu des passions humaines et l'oeuvre du vouloir-vivre collectif" (p. 167). Cette réflexion est le fruit d'une insatisfaction et d'une indisposition à l'égard de la sociologie qui apparaît, aux yeux de Renaud, comme "une vaste entreprise de construction de l'État et du pouvoir. Même lorsqu'elle se fait critique, elle se positionne toujours dans l'orbite de ce pouvoir et de ce fait, elle le conforte. Aveuglée par le problème national et l'idéologie du progrès, elle n'est pas encore parvenue à dire aussi la socialité, la passion qui anime la société québécoise" (p. 174). Il s'agit donc, pour Renaud, d'exorciser la pensée rationnelle pour faire surgir la puissance créatrice de la socialité en action. Cette entreprise implique que la réflexion sur les rapports entre individus, État et société soit libérée de la représentation rationnelle du fonctionnement social. Elle module une relecture de la Révolution tranquille à la lumière de la pensée de Maffesoli.

La Révolution tranquille correspond à l'achèvement de l'organisation de la société québécoise en État, faisant accéder la communauté au stade de la modernité. Ce faisant, "la conscience collective, organique des Québécois s'annulera de plus en plus dans le construit étatique" (p. 194). Dans cette équation à somme nulle, au développement de l'État correspond la destruction de la communauté, puisque le mode de fonctionnement étatique nie ce qui caractérise la socialité: la spécificité individuelle qui est à la base de l'échange à travers lequel se créent la solidarité, l'interdépendance et le vouloir-vivre collectif. L'État, en organisant le social et en monopolisant l'économique, à partir de la fiscalité, détruit l'économie de troc et de ce fait "amorce la déconstruction de communautés organiques structurées par de multiples réseaux d'échange et de solidarité (...) parachevant l'anéantissement de la puissance communautaire" (p. 199). Ce processus conduit à une impasse puisque devant la perte de l'"organicité communautaire" l'État se surorganise, accentuant inéluctablement le mouvement. L'individu est ainsi soumis à la logique marchande dans toutes ses activités, sécurisé en cela par le filet protecteur de l'État-providence en échange d'une totale dépendance.

L'État devient le structurant social contre lequel les individus, en quête d'identité, s'opposent. Les "problèmes sociaux" se présentent donc comme l'expression violente de la socialité détruite, les manifestations de la recherche d'une singularité perdue. Par ailleurs, la passivité de la multitude exprime aussi une résistance à l'entreprise de contrôle étatique. Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer le caractère tautologique de la pensée de Renaud. Toutes les actions menées par les classes populaires sont l'expression soit de sa résistance à l'emprise étatique ou de sa soumission. Les autres théories explicatives sont automatiquement disqualifiées sous le rouleau com-

## QUÉBEC: LA MOROSITÉ POSTMODERNE

presseur de la nouvelle interprétation véhiculée par Renaud, en dépit de son aversion pour tout cadre globalisant. La Révolution tranquille correspond donc à la version québécoise du mouvement de production-destruction du social: "l'édification constante d'un social-étatique qui se pare du chant nationaliste de la libération et assume la prise en charge de plus en plus totale des individus déliés de leur interdépendance communautaire" (p. 208). Encore ici, la libération nationale n'est pas autre chose qu'un projet étatique de contrôle du social mené au profit des technocrates.

La domestication des passions humaines est le fruit d'un projet social dominé par le seul travail de la Raison. Pour Renaud, l'idéologie et le mythe du progrès teintent toutes les interventions au point que "l'irrationnel, associé à la tradition obscurantiste, est sans cesse nié et combattu, et c'est en ce sens que le technocrate de même que le sociologue, en tant qu'ingénieur du social, sont issus et prolongent le projet rationnel et scientifique de la conquête d'une nature maîtrisée au point d'y inclure le rameau humain" (p. 231). Les sciences sociales sont donc inévitablement complices du pouvoir lorsqu'elles définissent le sens de l'action et identifient les structurants sociaux. L'intellectuel participe, en dépit de ses efforts critiques, à domestiquer les passions en rationalisant les conduites collectives, en les faisant entrer de force dans la grille qu'il maîtrise: "la sociologie reste prisonnière du fantasme de l'unité et de la cohérence absolue qui sont les attributs du pouvoir" (p. 236). Le couple État-science est ainsi indissolublement lié dans la mesure où le second élément ne peut croître que par le renforcement du premier et réciproquement.

Tout en reconnaissant malgré tout la fécondité de la démarche sociologique qui permet d'éclairer les enjeux globaux qui confrontent la collectivité, Renaud s'efforce d'en identifier les limites destructrices et totalitaires. L'alternative à la réflexion sociologique totalisante passe par "une analyse qui se fonde sur le banal, le quotidien, le mythe, le jeu, la passion, bref tout ce "résiduel" dans lequel s'incarnent aussi nos sociétés" (p. 242). Cette démarche est foncièrement anti-théorique puisqu'elle refuse de cerner complètement le donné social, de le réduire et de l'uniformiser. Renaud se fait l'apôtre de la reconnaissance de la "vie banale", lieu de ruse et de résistance au pouvoir rationnel, du qualificatif détruit par la civilisation quantitative.

La valorisation du "vouloir-vivre", qui est par définition insaisissable parce qu'il évolue à la périphérie des enjeux sociaux, au détriment du "devoir-être", constitue l'essentiel de la démarche souhaitée par Renaud. Ce faisant, l'irrationnel, l'inquantifiable, l'innommable deviennent les champs d'analyse privilégiés: "cette socialité naturelle, la sociologie québécoise doit (...) la redécouvrir aujourd'hui" (p. 259). Or, c'est ici que loge le paradoxe. Comment peut-on, d'une part, reconnaître que le quotidien se dresse contre la pensée rationnelle, refuse les tentatives de domestication qui conduisent à

## RECENSIONS

plus d'État et, d'autre part, souhaiter réfléchir le quotidien? Toute réflexion, selon Renaud, ne porte-t-elle pas en elle-même la nécessité de saisir une réalité et de la réduire à un cadre intelligible? Ce faisant, elle contribue à nier ce qu'elle veut valoriser. La solution à ce dilemme ne pourra jamais résider dans le champ des sciences sociales. Une démarche anti-théorique se braque contre toute tentative d'appréhension du réel. Le pas qu'il reste à franchir par Renaud est de quitter la sphère de la sociologie pour entrer de plain pied dans celle de la poésie, du jeu et des passions. Comment pourrait-il en être autrement?

Département de science politique  
Université de Montréal

### Notes

1. R. CASTEL, *La gestion des risques, de l'antipsychiatrie à l'après-psychoanalyse*, (Paris: Minuit, 1981); "La guerre de la pauvreté aux États-Unis: le statut de la misère dans une société d'abondance", *Actes de la recherche des sciences sociales*, n° 19, janvier 1978; F. CASTEL, R. CASTEL, A. LOVELL, *La société psychiatrique avancée, le modèle américain*, (Paris: Grasset, 1979).
2. A. TOURAINE, *Production de la société*, (Paris: Seuil, 1973); *Pour la sociologie*, (Paris: Seuil, 1974); *Les sociétés dépendantes*, (Paris: Duclot, 1976); *La voix et le regard*, (Paris: Seuil, 1978); *L'après-socialisme*, (Paris: Grasset, 1980).
3. M. MAFESSOLI, *Logique de la domination*, (Paris: PUF, 1976); *La Violence totalitaire*, (Paris: PUF, 1979); *La conquête du présent*, (Paris: PUF, 1979); *L'Ombre de Dionysos, contribution à une sociologie de l'orgie*, (Paris: Méridiens/Anthropos, 1982).
4. A. SALES, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1979); "Système mondial et mouvements sociaux dans les pays industrialisés: l'exemple Québec-Canada", *Sociologie et Sociétés*, 11, 2, octobre 1979.
5. J.J. SIMARD, *La longue marche des technocrates*, (Montréal: Albert St-Martin, 1979).
6. F. LESEMANN, *Du pain et des services — La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*, (Montréal: Albert St-Martin, 1981).
7. K. McROBERTS, D. POSTGATE, *Développement et modernisation du Québec*, (Montréal: Boréal-Express, 1983).
8. SIMARD, *op. cit.*, p. 139.
9. *Ibid.*, p. 140.
10. J. GODBOU, *La Participation contre la démocratie*, (Montréal: Albert St-Martin, 1983).
11. M. PELLETIER, Y. VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier IV: Les années 60*, (Montréal: À compte d'auteur, 1974).